

# L'appel aux policiers frondeurs

MANIFESTATION 10.000 personnes à Bruxelles pour dire non à la politique migratoire

- ▶ Les manifestants ont demandé l'abandon du projet de loi sur les visites domiciliaires.
- ▶ Et ont dénoncé « l'instrumentalisation » de l'appareil policier par le politique.

**P**rès de 10.000 voix, selon les organisateurs, ont bravé le vortex polaire ce dimanche dans le cadre de la manifestation « Human Wave for solidarity and humanity ». Elles réclamaient une politique d'asile et de migration plus humaine et l'abandon du projet de loi permettant les perquisitions à domicile chez les sans-papiers et les familles d'accueil. Les deux précédentes marches (13 et 21 janvier) organisées par la Plateforme citoyenne et onze associations (dont Médecins du Monde Belgique et Coordination des sans-papiers) avaient respectivement attiré 8.000 et 3.000 personnes. Pour ce dimanche, 8.000 personnes se disaient « intéressées » par l'événement sur les réseaux sociaux.

Avant que la colonne ne s'étire dans les rues de Bruxelles, l'association Coordination des sans-papiers de Belgique a adressé un message au gouvernement « qui a franchi un cap de plus dans l'imbécillité ». Un gouvernement, a ironisé son porte-parole, Serge Bagamboula, qui a « une carie dans la bouche ». « La seule solution est d'aller voir le dentiste et de l'arracher. Charles Michel doit écouter ses citoyens et dire stop à ceux qui veulent tester la politique de 1933 ».

Si les « Franken » et les « Michel » étaient de presque tous les slogans scandés par la vague

dans les rues de la capitale, les organisateurs ont adopté un discours plus nuancé à l'égard des policiers, dénonçant d'un côté « l'instrumentalisation de l'appareil policier par le politique », saluant de l'autre « la mobilisation » des frondeurs qui les tuyautent.

Le 21 janvier, une opération policière d'envergure prévue autour de la gare du Nord avait été annulée après que l'information eut été dévoilée par une source policière.

Informés de l'imminence de l'opération, les membres de la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés s'étaient arrangés pour que les migrants soient accueillis dans des familles de bénévoles avant l'arrivée des forces de l'ordre. Une attitude qualifiée d'inacceptable par Jan Jambon, le ministre de l'Intérieur, qui avait annoncé l'ouverture d'une enquête en interne pour identifier le policier en question.

« Depuis le début, nous avons été informés par la police de contrôles ou d'arrestations. Cela montre que, même au sein de la police, certains sont insatisfaits de la manière dont ils sont instrumentalisés dans cette politique d'asile inhumaine. Et ils nous permettent d'éviter des rafles », a estimé Mehdi Kassou, de la Plateforme citoyenne,

ajoutant que « d'autres groupes de la société se joignent au mouvement ».

« Le gouvernement ne veut peut-être pas criminaliser la solidarité, mais il veut la punir par des perquisitions et des raids policiers, a poursuivi Mehdi Kassou. Au lieu d'investir uniquement dans des actions policières, il ferait mieux d'investir dans l'accueil et ne pas uniquement dire qu'il n'y a pas de solution politique pos-

sible. Nous avons déjà fait plusieurs propositions à plusieurs reprises, mais elles ont toutes été rejetées sans arguments ».

Parmi les revendications formulées ce dimanche : la libération de Mounir Tahri, un militant syndical de la CSC, et de l'artiste Jiyed, arrêtés le 9 février dernier dans les locaux de l'ASBL culturelle flamande Globe Aroma, qui travaille avec des artistes migrants. Les deux hommes sont aujourd'hui maintenus au centre fermé 127 bis. Une opération au cours de laquelle sept sans-papiers avaient été interpellés.

Dimanche, la directrice artistique du centre s'est exprimée devant la foule de manifestants, décrivant le déroulement de cette « razzia ».

« Plein de politiques et de parlementaires se sont indignés de la façon dont cela s'est passé », a assuré Els Rochette, ex-

hortant les mandataires à passer de la parole aux actes : « Libérez ces deux garçons ».

Questionnée par *Le Soir* sur l'appel du pied de Mehdi Kassou aux policiers qui ne se sentent pas en accord avec la politique migratoire menée par le gouvernement Michel, Els Rochette confirme qu'elle a également ressenti un malaise chez certains agents présents le 9 février. « Mais ça va malheureusement dans les deux sens, nuance-t-elle. Si certains policiers sont effectivement restés très calmes, d'autres, encouragés par les discours de la droite, ont clairement fait preuve d'abus de pouvoir, surtout parmi les haut placés ».

La directrice artistique, qui a porté plainte auprès du Comité P, devrait être auditionnée dans les prochains jours. Une plainte avait également été déposée au nom de l'ASBL Globe Aroma. ■

LUDIVINE PONCIAU

**RÉACTIONS****Pourquoi ils ont manifesté**

**Anne-Marie.** Cette Liégeoise a participé aux deux précédentes manifestations organisées par la Plateforme citoyenne, dont elle est membre. « *J'ai accueilli deux fois des migrants et ça s'est bien passé. À Liège, je m'occupe aussi des SDF et des sans-papiers* », nous confie-t-elle à la sortie de la gare du Nord. « *On ne peut pas les laisser comme ça. C'est une politique merdique. Enfin, je ne sais pas comment on dit ça en langage journalistique...* »

**Rabia.** « *Je suis contente qu'il y ait autant de monde mais je suis étonnée que si peu de membres de ma communauté (maghrébine) participent à ce genre d'événement. Nous devrions être les premiers alors que ce sont surtout des Belges de souche qui sont présents* ».

**Fakale et Yossif, deux Érythréens âgés de 17 et 23 ans.** « *On est au parc Maximilien mais, le soir, on rentre dormir dans une famille bruxelloise. C'est important pour nous d'être là et d'expliquer notre situation* ».

L.PO